

Investir au Canada

Plan ministériel

2021-2022

L'honorable Mary Ng
Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des
exportations et du Commerce international

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : FR6-1F-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) : 2561-6196

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, 2021.

Table des matières

Message de la ministre	1
Message du président du conseil d'administration.....	3
Message du président-directeur général.....	5
Aperçu de nos plans	7
Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques.....	11
Attraction de l'investissement direct étranger	11
Services internes : résultats prévus	18
Dépenses et ressources humaines	21
Dépenses prévues.....	21
Ressources humaines prévues	23
Budget des dépenses par crédit voté.....	23
État des résultats condensé prospectif.....	23
Renseignements ministériels.....	25
Profil organisationnel	25
Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons	25
Contexte opérationnel	26
Cadre de présentation de rapports.....	26
Renseignements à l'appui du répertoire des programmes	28
Tableaux de renseignements supplémentaires	28
Dépenses fiscales fédérales	28
Coordonnées des personnes-ressources de l'organisation	28
Annexe : Définitions	29
Notes de fin de document.....	33

Message de la ministre

C'est avec plaisir que je vous présente le Plan ministériel 2021-2022 d'Investir au Canada. En ma qualité de ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, je suis chargée de promouvoir le Canada comme un endroit d'excellence pour l'investissement, tout en aidant les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs canadiens à évoluer sur le marché mondial et en créant de bons emplois pour les Canadiens qui travaillent fort.



La pandémie de COVID-19 nous aide à prendre conscience que l'économie mondiale est importante pour le bien-être des Canadiens et pour l'économie canadienne, qu'elle y est étroitement liée. La pandémie sera présente pendant un certain temps, mais si le Canada augmente et diversifie ses échanges commerciaux et attire des investissements créateurs d'emplois, il est bien placé pour faire croître son économie et rehausser le niveau de vie de tous les Canadiens.

La relance économique est une tâche complexe. Or, Investir au Canada et ses partenaires peuvent y contribuer, notamment en créant des débouchés au Canada pour les investisseurs étrangers qui cherchent de nouvelles façons d'aborder les chaînes d'approvisionnement mondiales.

En 2021-2022, Investir au Canada s'efforcera de renforcer l'image de marque du Canada, de faire croître l'économie canadienne et de soutenir la stratégie de diversification des échanges commerciaux du gouvernement du Canada. Investir au Canada continuera de collaborer avec ses partenaires fédéraux, comme le Service des délégués commerciaux, ainsi qu'avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux pour accélérer les nouvelles possibilités d'investissement et de réinvestissement au Canada.

Grâce à ces initiatives et à d'autres encore, nous œuvrerons à ce que la reprise économique soit vigoureuse, nous créerons de nouvelles possibilités pour les Canadiens et nous assurerons un avenir prospère pour tous les Canadiens.

L'honorable Mary Ng

Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international

Message du président du conseil d'administration

L'exercice 2021-2022 approche à grands pas, et nous savons que l'économie du Canada et d'autres pays continueront d'être malmenées par la pandémie de COVID-19. Malgré tout, l'année qui vient de s'écouler a montré que le Canada et les Canadiens sont résilients. Les bouleversements dans la vie professionnelle et la vie familiale des gens ont mené à des innovations technologiques qui ont permis à beaucoup de Canadiens de travailler ou d'apprendre à distance. Dans certaines industries, les interruptions ont été l'occasion de procéder au réoutillage de nombreuses installations pour permettre la fabrication de biens essentiels. Pendant une longue période, la population et les entreprises au Canada ont su bien s'adapter à une multitude de circonstances imprévisibles. Le Canada est un pays qui figure toujours haut dans un certain nombre de classements, et il est tout aussi admiré pour la façon dont il a géré la pandémie.



C'est dans cette optique de résilience et d'adaptabilité que s'inscrit mon optimisme pour l'année et les années à venir. Les collectivités canadiennes sont en train de devenir les centres d'innovation, de technologie et d'industries de l'avenir. Le Canada a également fait ses preuves dans de nombreux secteurs tels que les ressources naturelles et la fabrication, et il exerce une influence croissante dans des sphères nouvelles et prometteuses, comme l'intelligence artificielle, la technologie propre ainsi que la recherche-développement. En période d'incertitude, il est rassurant de savoir que le Canada a de nombreux atouts dont il peut tirer profit.

Si nous envisageons les investissements directs étrangers dans le climat actuel, ces atouts permettront au Canada de se distinguer de ses concurrents dans un contexte où les entreprises des quatre coins du monde cherchent à croître, à se diversifier et préserver leurs chaînes d'approvisionnement. Grâce à sa main-d'œuvre diversifiée et qualifiée, à son accès au marché mondial, à son climat d'affaires accueillant, à son environnement politique et à son système bancaire prévisibles et stables, à son niveau élevé de qualité de vie, à ses politiques d'immigration et à son esprit d'innovation, le Canada demeurera un pays attrayant pour les investisseurs étrangers.

Le Canada est résilient et nous avons constaté à quel point nos solides fondations ont aidé le pays à se relever dans l'adversité. Investir au Canada peut contribuer aux efforts de relance et peut jouer un rôle de chef de file pour que les investissements étrangers contribuent à favoriser la prospérité économique et à stimuler les solutions novatrices pour la reprise.

Mes collègues du conseil d'administration d'Investir au Canada et moi-même sommes déterminés à appuyer Investir au Canada en mettant à profit notre expérience et en donnant une orientation pour promouvoir, faciliter et accélérer les investissements au Canada. Ensemble, les membres du conseil d'administration s'efforcent donc de s'assurer qu'Investir au Canada soit dans la meilleure position possible pour aider un plus grand nombre d'entreprises étrangères souhaitant accroître leurs activités au Canada. Je suis encouragé de voir les progrès réalisés par l'organisation depuis sa création il y a seulement trois courtes années. En tant que président du conseil d'administration, j'ai confiance que grâce au leadership dont il a fait preuve dans la promotion de l'image de marque du Canada sur la scène mondiale de l'investissement, Investir au Canada continuera de se développer de manière réfléchie et stratégique. Je me réjouis également d'annoncer que les membres du conseil d'administration participent aussi activement à la mission. En effet, ils participent à des réunions avec des entreprises ciblées ou intéressées, facilitent le réseautage et participent avec enthousiasme à un certain nombre d'activités en collaboration avec l'équipe d'Investir au Canada.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à remercier l'équipe de direction et les employés dévoués d'Investir au Canada qui contribuent à améliorer les conditions économiques du Canada en stimulant l'investissement étranger. Je ne doute pas que nous continuerons dans cette voie au cours de l'année à venir.

Mitch Garber, C.M.

Président du conseil d'administration

Message du président-directeur général

Investir au Canada a fait de son mieux pour s'adapter aux conditions créées par la pandémie de COVID-19. Au cours de l'exercice 2020-2021, l'organisation a eu pour défi de poursuivre ses activités de façon efficace et de changer sa façon de travailler avec ses partenaires pour promouvoir et faciliter les investissements étrangers au Canada. L'année dernière, les activités et le personnel ont été réorganisés pour que les employés puissent poursuivre le travail d'Investir au Canada à domicile, de manière à maintenir les relations avec les clients et les partenaires. Les employés ont su s'adapter en douceur. Ils ont misé sur la tenue d'activités sectorielles en ligne pour atteindre leur public et, à distance, ils ont poursuivi la précieuse mobilisation des investisseurs et maintenu des systèmes et des processus solides.



En 2020-2021, Investir au Canada a continué à travailler avec ses partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux dans tout le Canada pour promouvoir les forces du Canada, comme son système bancaire solide, son environnement commercial sain et sa main-d'œuvre hautement qualifiée, diversifiée et scolarisée, qui le rendent attrayant pour les entreprises étrangères. Il sera essentiel que l'ensemble de l'écosystème des investissements directs étrangers déploie des efforts coordonnés, globaux et collaboratifs en 2021-2022 pour aider le Canada à maintenir sa présence sur la scène mondiale.

L'année prochaine mettra encore à l'épreuve la résilience économique canadienne. Le Canada a jeté des bases solides en réponse à la pandémie, ce qui a permis aux investisseurs étrangers de continuer à voir d'un œil favorable les possibilités d'investissement au Canada. Investir au Canada redoublera d'efforts aux côtés de partenaires tels que le Service des délégués commerciaux pour continuer à présenter le Canada en tant que destination d'investissement attrayante et pour faciliter les investissements afin de contribuer à la relance de l'économie canadienne.

Les collectivités partout au Canada ont tiré des avantages des investissements faits par des investisseurs étrangers qui ont reconnu le talent formidable du Canada, son accès inégalé au marché mondial, ses programmes de réduction de coûts et les incitatifs que le pays a à offrir. La promotion, la facilitation et l'accélération des investissements directs étrangers dans tout le pays continueront d'être au centre de nos préoccupations alors que nous nous préparons à relever les défis et à saisir les occasions qui se présenteront à nous.

Je suis extrêmement fier du dévouement et du travail acharné des employés et de l'équipe de direction d'Investir au Canada dans ces moments difficiles, et je suis rassuré de savoir que l'organisation peut compter sur une base aussi solide pour réaliser son important mandat. Je ne doute pas que nous continuerons d'accumuler les réussites au cours de l'année à venir.

Ian McKay

Président-directeur général

Aperçu de nos plans

Depuis sa création en 2018, Investir au Canada (IAC) s'efforce de réaliser son mandat consistant à promouvoir l'investissement direct étranger (IDE) au Canada et à coordonner ses efforts avec des partenaires de tous les ordres de gouvernement, du secteur privé et d'autres parties prenantes en matière d'investissements au Canada, ainsi que de promouvoir le Canada comme destination de premier choix pour les investissements. Prenant appui sur un conseil d'administration dynamique composé de membres aux compétences diverses, l'organisation s'est attachée à présenter les avantages et la proposition de valeur uniques qui permettent au Canada de se distinguer de la concurrence étrangère dans l'économie mondiale de l'innovation d'aujourd'hui. Elle peut ainsi aider le gouvernement du Canada à atteindre son objectif de stimuler l'innovation, l'investissement et les échanges commerciaux au pays.

En 2021-2022, IAC continuera d'être une organisation axée sur le modèle de l'entreprise privée et de s'appuyer sur ces efforts pour atteindre ses résultats et indicateurs ministériels, tout en tenant compte de la nouvelle dynamique engendrée par la pandémie de COVID-19 et des orientations établies par la ministre du Commerce international dans l'Énoncé des priorités et des responsabilités pour 2020. Dans ce contexte, IAC se concentrera sur les priorités suivantes en 2021-2022, afin d'atteindre ses résultats et indicateurs ministériels.

Faire la promotion du Canada comme destination de choix pour l'investissement

Cette orientation a été et demeure une priorité pour IAC. L'organisation continuera à élaborer et à diffuser des stratégies de promotion auprès des ministères pour que les investisseurs étrangers connaissent les avantages d'investir au Canada. Des efforts sont en cours pour définir des stratégies concernant les nouvelles initiatives et les avantages qui concernent les politiques et les programmes d'attraction des investissements au Canada. En outre, IAC tirera parti de son travail avec d'autres ministères fédéraux dans le cadre de la stratégie d'attraction des investissements directs étrangers au Canada, afin que les organismes soient sur la même longueur d'onde pour la promotion des propositions de valeur du Canada dans les sous-secteurs clés, et ainsi mieux cibler les messages aux clients. Si les effets de stimulation et les incidences à long terme des IDE sont reconnus, IAC comprend également les avantages que les IDE peuvent apporter à la relance de l'économie canadienne à la suite de la pandémie de COVID-19.

Appuyer la Stratégie de diversification du commerce du gouvernement du Canada

L'IDE est un élément important dans l'équation commerciale du Canada, et un volet de la stratégie d'IAC consiste à soutenir la stratégie de diversification du commerce du gouvernement en s'harmonisant avec les organismes de son portefeuille du commerce et de la petite entreprise, comme le Service des délégués commerciaux. Il participe notamment au groupe de travail sur la reprise des affaires, de l'économie et du commerce avec Exportation et développement Canada,

la Banque de développement du Canada, la Corporation commerciale canadienne, Affaires mondiales Canada et le Service des délégués commerciaux, ainsi qu'Innovation, Sciences et Développement économique Canada afin de collaborer à des initiatives d'intérêt commun selon les directives de la ministre.

Renforcer l'image de marque du Canada

Parmi ses initiatives actuelles, IAC s'efforce de créer une image de marque forte pour le Canada et de la rehausser au moyen de campagnes publicitaires, d'événements phares, de publication de contenu sur le site Web et d'un effort de coordination avec le Service des délégués commerciaux pour une plus grande diffusion à l'étranger. Investir au Canada continuera à renforcer et à diffuser l'image de marque du Canada, tout en prenant acte du contexte actuel de la COVID-19, et il inscrira cette image de marque dans une perspective de durabilité.

Faire croître l'économie canadienne

Le mandat d'Investir au Canada, qui consiste à promouvoir et à coordonner les efforts en matière d'IDE au Canada, est sous-tendu par l'objectif plus large de soutenir la prospérité économique et de stimuler l'innovation au Canada. Pour ce faire, IAC continuera de travailler avec ses partenaires et ses clients dans le cadre de diverses possibilités qui contribuent à l'économie canadienne de diverses façons, notamment par une contribution à l'économie du savoir, tout en veillant à ce que les risques pour les Canadiens et la sécurité nationale soient pris en compte.

Promouvoir le secteur du tourisme auprès des investisseurs étrangers

Investir au Canada reconnaît que la croissance du secteur du tourisme au Canada pourrait être accélérée par une augmentation des investissements privés. IAC continuera à travailler en étroite collaboration avec le SDC pour cerner et saisir les occasions d'investissement étranger dans le secteur du tourisme.

Déployer la stratégie d'attraction d'investissements directs étrangers du Canada

En 2020-2021, IAC a piloté l'élaboration de la Stratégie d'attraction des investissements directs étrangers du Canada en collaboration avec seize organismes fédéraux. La Stratégie est axée sur la coordination et la collaboration entre les organismes fédéraux, de manière à ce que des capacités et un soutien adéquats soient en place pour faciliter et accélérer les IDE. En 2021-2022, IAC travaillera en étroite collaboration avec ces organismes fédéraux pour mettre en œuvre les plans d'action de la Stratégie et pour continuer à l'actualiser en fonction des priorités et des besoins du moment.

En plus de ces priorités, Investir au Canada poursuivra son étroite coopération avec le Service des délégués commerciaux pour tirer parti de l'expertise de ce dernier sur les marchés, ainsi qu'avec d'autres ministères pour offrir des rôles et des services complémentaires aux éventuels investisseurs. Afin de renforcer davantage la collaboration existante avec Affaires mondiales

Canada, IAC conclura un protocole d'entente avec ce ministère afin de fournir une feuille de route claire pour une approche interministérielle d'attraction des investissements au Canada.

Pour de plus amples renseignements sur les plans, les priorités et les résultats prévus d'Investir au Canada, consulter la section « Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques » du présent rapport.

Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

La présente section contient des renseignements détaillés au sujet des ressources et des résultats prévus de l'organisation pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle renferme également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

Attraction de l'investissement direct étranger

Description

La responsabilité essentielle d'Investir au Canada est de diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer des investissements directs étrangers (IDE), en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Faits saillants de la planification

Investir au Canada a pour mandat de promouvoir les IDE au Canada, d'attirer et de faciliter ces investissements et de coordonner ces efforts auprès du gouvernement, du secteur privé et des autres parties prenantes. Ce faisant, les efforts d'IAC favoriseront la prospérité économique et stimuleront l'innovation au Canada.

En 2019-2020, IAC a établi un cadre ministériel des résultats afin de fournir au gouvernement un portrait des résultats prévus et un moyen de mesurer et de décrire les progrès réalisés. Le programme d'Investir au Canada comprend trois volets : marketing; services aux investisseurs; collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données. Ce programme est structuré de manière à soutenir la réalisation des objectifs qui suivent.

Résultat 1 : La marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial pour attirer de l'investissement étranger

Dans le cadre des activités soutenues de promotion de l'image de marque qu'il mène pour promouvoir les IDE au Canada, Investir au Canada continuera de présenter le Canada comme l'une des principales destinations d'investissement en s'appuyant sur les témoignages des clients et les études de cas et en s'adressant aux décideurs. IAC continuera également à diffuser des publicités ciblées qui décrivent les atouts du Canada et défendent sa marque à l'échelle internationale. En 2021-2022, Investir au Canada continuera de :

- promouvoir la proposition de valeur du Canada, dissiper les perceptions erronées et fournir des renseignements précis et convaincants aux investisseurs mondiaux;
- lancer des campagnes de publicité et de marketing ciblées mettant en valeur les avantages du Canada;

- travailler avec des partenaires, dont le Service des délégués commerciaux, pour promouvoir les débouchés stratégiques au Canada.

Résultat 2 : Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger

Le Canada continue d'être une destination de choix pour les investisseurs. En 2019, les IDE ont totalisé 67,2 milliards de dollars, enregistrant ainsi la plus forte augmentation annuelle des cinq dernières années. IAC continuera à soutenir les investisseurs qui se tournent vers le Canada pour d'éventuels investissements du fait que le pays a une multitude d'avantages tangibles à offrir. En 2021-2022, Investir au Canada continuera :

- de recenser les secteurs ou les thèmes économiques qui favorisent les flux de capitaux dans le monde et de faire du ciblage proactif pour attirer ces capitaux;
- de cerner et de maximiser les possibilités d'attirer des investissements qui viennent compléter le développement des supergrappes et s'harmonisent avec les tables de stratégies économiques du Canada;
- d'amplifier les retombées des investissements en mettant davantage l'accent sur le réinvestissement.

Résultat 3 : Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements

Au cours des deux dernières années de fonctionnement, Investir au Canada a coordonné les efforts de ses partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux pour améliorer l'accès des investisseurs éventuels à une gamme complète de services, d'outils et de renseignements. IAC a étendu sa présence dans les régions, a déployé un service de guide-expert pour fournir un service intégré de haute qualité ainsi que des renseignements d'affaires aux clients. Ces renseignements d'affaires continueront à être utilisés pour favoriser les IDE dans toutes les régions du Canada, y compris les petites collectivités et les zones rurales. Récemment, IAC a collaboré avec les ministères fédéraux pour concevoir une stratégie d'attraction des IDE qui aidera les organismes à coordonner leurs rôles et responsabilités afin de mieux servir les clients et de cibler les débouchés de manière proactive. En 2021-2022, Investir au Canada :

- collaborera avec des partenaires afin de fournir et d'exploiter des données et des renseignements pour aider les investisseurs étrangers à mieux comprendre le Canada et accélérer les décisions d'investissement dans les secteurs clés;
- offrira un guichet unique avec des partenaires de tous les ordres de gouvernement afin de permettre aux clients de simplifier leurs décisions d'investissement et de choisir le Canada comme destination d'investissement;
- mettra en œuvre la Stratégie d'attraction des IDE avec les partenaires fédéraux afin de promouvoir, d'attirer et de coordonner les éventuels investissements étrangers.

Analyse comparative entre les sexes plus

Le plan à long terme d'IAC inclut de travailler avec des partenaires non traditionnels au Canada lorsque les occasions existent afin de tirer profit des investissements étrangers. Par exemple, un intérêt et des possibilités uniques d'investissement pourraient résider auprès des collectivités autochtones du Canada en vue de stimuler le développement et la croissance économique au moyen d'IDE. Le mandat d'IAC s'inscrit dans une vaste stratégie visant à transformer la position Canada dans le monde. Une part importante de la proposition de valeur du Canada repose sur l'avantage de la diversité. En établissant les sous-secteurs cibles, l'organisation tiendra compte des répercussions potentielles des investissements sur le genre et la diversité. IAC procédera également à de la recherche pour établir les liens entre les IDE et la diversité et la promotion des genres. Dans le cadre de cette recherche, l'organisation effectuera une analyse approfondie des trajectoires d'équité et de progression des femmes et d'autres groupes en quête d'équité au Canada, par rapport à ces groupes qui travaillent dans les entreprises appartenant à des intérêts étrangers dans le secteur technologique canadien. Cette recherche permettra à l'organisation de mieux comprendre l'effet des investissements sur les différentes populations ou les différents types d'entreprises, ce qui lui permettra de mieux collaborer avec les investisseurs pour améliorer la parité hommes-femmes et réaliser les objectifs en matière de diversité, tout en faisant du Canada une destination de choix en matière d'investissements.

Expérimentation

Investir au Canada n'a prévu aucune expérimentation en 2021-2022, puisque l'accent demeure sur l'exécution du mandat établi. IAC continuera toutefois d'utiliser des approches novatrices pour fournir des services et mener des activités en vue d'appuyer ses partenaires et ses clients, tels que le marketing numérique, le soutien régional partout au Canada et l'établissement de partenariats clés avec l'industrie.

Principaux risques

Comme de nombreuses entités fédérales, Investir au Canada a dû s'adapter aux nouvelles dynamiques et aux nouveaux défis découlant de la pandémie de COVID-19. Bien que ce risque échappe au contrôle d'IAC, des stratégies d'atténuation ont été mises en place pour que l'organisation demeure en mesure de remplir son mandat tout en respectant les règles et les restrictions et en réduisant le plus possible l'exposition des employés. L'un des principaux risques qui seront atténués pour garantir l'obtention de résultats pour les Canadiens est le suivant :

- Risque qu'IAC ne soit pas en mesure d'établir le contact avec les investisseurs et les décideurs pour augmenter comme prévu les investissements directs étrangers au Canada. Pour atténuer ce risque, IAC a continué de travailler activement à nouer un dialogue avec les investisseurs et les partenaires pour mieux comprendre les effets de la COVID-19 sur

leurs projets d'expansion et, plus généralement, sur leurs entreprises. IAC a également accentué ses activités de recherche pour mieux comprendre les répercussions de la pandémie sur les investissements et pour fournir des renseignements et des données aux partenaires et aux clients. Les événements en personne et les conférences internationales ont été annulés ou reportés. Cependant, les employés d'IAC sont pleinement actifs et mobilisés. Si l'organisation ne participe plus en personne aux événements phares, il prend toutefois part à des événements virtuels et fait de la mobilisation en ligne des entreprises par vidéoconférence. Ces mesures se poursuivront en 2021-2022 pendant que le travail à domicile et les restrictions de voyage demeurent en place.

Résultats prévus pour les investissements directs étrangers

Résultat ministériel	Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2017-2018 et 2018-2019	Résultat réel pour 2019-2020
La marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial pour attirer de l'investissement étranger	Score amélioré dans l'indice mondial d'attraction d'investissement direct étranger	Hausse du pointage de 0,03	Mars 2022	Non disponible	Hausse du pointage de 0,33
	Sensibilisation ou reconnaissance accrue par rapport à la marque Investir au Canada	Hausse de 2 %	Mars 2022	Non disponible	34 % très familiers (cible de référence établie en 2019-2020)
	Pourcentage d'augmentation dans « mon opinion du Canada en tant que chef de file mondial de l'investissement étranger »	Hausse de 6 %	Mars 2022	Non disponible	72,4 % (cible de référence établie en 2019-2020)
Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger	Pourcentage d'augmentation du stock d'IDE du Canada	Hausse de 1,3 %	Mars 2022	Non disponible	Hausse de 7,7 %
	Augmentation du stock d'IDE en provenance des principaux marchés cibles	Hausse de 2 % pour l'exercice 2019	Mars 2022	Non disponible	Hausse de 2,9 % pour l'année de déclaration 2018 (hors États-Unis et Europe)
	Augmentation de l'IDE dans les secteurs clés*	170 projets d'IDE annoncés en 2021-22	Mars 2022	Non disponible	293 projets d'IDE annoncés en 2021-22
Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour	Nombre d'investisseurs ou de décideurs qui utilisent l'outil indépendant d'analyse comparative des coûts pour prendre	2500	Mars 2022	Non disponible	Non disponible

accélérer leurs investissements	des décisions liées à l'IDE				
	Nombre de partenaires qui collaborent pour consulter, créer et modifier des jeux de données à large diffusion pour les investisseurs éventuels	34	Mars 2022	Non disponible	26 (cible de référence établie en 2019-2020)
	Nombre de contrats d'investissement facilités auprès des partenaires	150	Mars 2022	Non disponible	66 (mesuré à partir du milieu de l'année jusqu'à la fin de l'exercice 2019-2020)

*Secteurs clés : agroalimentaire, fabrication de pointe, technologies propres, entreprises numériques, sciences de la vie, médias et divertissement, et ressources naturelles.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes d'Investir au Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)¹.

Ressources financières budgétaires prévues pour l'attraction de l'investissement direct étranger

Dépenses budgétaires pour 2021-2022 (tel qu'il est indiqué dans le Budget principal des dépenses)	2021-2022 Dépenses prévues	2022-2023 Dépenses prévues	2023-2024 Dépenses prévues
27 417 245 \$	27 417 245 \$	26 889 245 \$	27 201 245 \$

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement des programmes d'Investir au Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱ.

Ressources humaines prévues pour l'attraction de l'investissement direct étranger

2021-2022 Équivalents temps plein prévus	2022-2023 Équivalents temps plein prévus	2023-2024 Équivalents temps plein prévus
57	57	57

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement des programmes d'Investir au Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱⁱ.

Services internes : résultats prévus

Description

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services à l'appui des programmes ou nécessaires au respect des obligations générales d'une organisation. Les Services internes renvoient aux activités et aux ressources de dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Les services sont les suivants :

- ▶ Services de gestion et de surveillance
- ▶ Services de communications
- ▶ Services juridiques
- ▶ Services de gestion des ressources humaines
- ▶ Services de gestion des finances
- ▶ Services de gestion de l'information
- ▶ Services de technologie de l'information
- ▶ Service de gestion des biens immobiliers
- ▶ Service de gestion du matériel
- ▶ Services de gestion des acquisitions

Faits saillants de la planification

Investir au Canada continuera de soutenir les contrôles rigoureux de gestion interne, y compris les services financiers, la gestion des ressources humaines, la technologie de l'information et la sécurité. IAC continuera de promouvoir des structures de gouvernance interne robustes afin de fournir un appui au conseil d'administration et à la direction pour la surveillance et la prise de décisions.

En 2021-2022, IAC mettra sur les mesures clés suivantes qui sous-tendent la réalisation de ses résultats ministériels.

Gouvernance d'entreprise : Assurer une gouvernance efficace grâce à l'amélioration continue des réunions du conseil et des réunions de gestion ainsi que des structures des comités, tout en se conformant aux principales exigences liées à la législation et à la production de rapports.

Gestion des ressources humaines : Renforcer le cadre de ressources humaines, notamment en achevant son rapport sur l'équité salariale, en mettant en œuvre des politiques clés visant par exemple l'apprentissage et le perfectionnement, et en continuant à recruter des employés de grande qualité.

Services financiers : Veiller à ce que les politiques et les structures de gestion financière d'IAC soient documentées et observées. IAC collaborera avec le conseil d'administration pour s'assurer que les politiques sont examinées systématiquement afin de confirmer que les contrôles sont sûrs et que des mesures sont en place pour protéger les ressources publiques.

Systèmes de gestion de l'information (GI)/technologie de l'information (TI) : Maintenir les outils d'affaires et les outils opérationnels existants, tels que la plateforme technologique d'IAC et le système de gestion des relations clients, puis développer la prochaine phase de solutions TI pour les publics internes et externes.

Ressources financières budgétaires prévues pour les services internes

Dépenses budgétaires pour 2021-2022 (tel qu'il est indiqué dans le Budget principal des dépenses)	2021-2022 Dépenses prévues	2022-2023 Dépenses prévues	2023-2024 Dépenses prévues
6 854 311 \$	6 854 311 \$	6 722 311 \$	6 800 311 \$

Ressources humaines prévues pour les services internes

2021-2022 Équivalents temps plein prévus	2022-2023 Équivalents temps plein prévus	2023-2024 Équivalents temps plein prévus
10	10	10

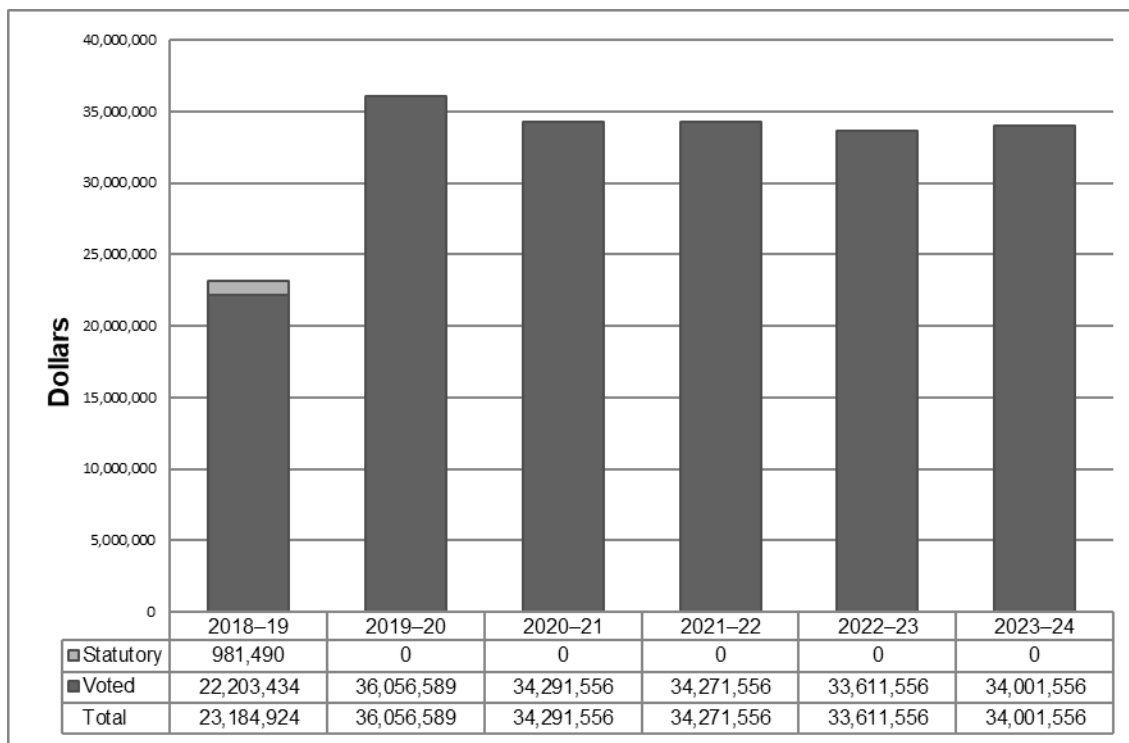
Dépenses et ressources humaines

La présente section fournit un aperçu des dépenses prévues et des ressources humaines planifiées pour les trois prochains exercices ainsi qu'une comparaison des dépenses planifiées pour l'année à venir avec les dépenses réelles de l'année précédente et de l'année en cours.

Dépenses prévues

Dépenses ministérielles pour les exercices de 2018-2019 à 2023-2024

Le graphique qui suit présente les dépenses (votées et législatives) prévues au fil du temps.



Le profil de financement d'Investir au Canada correspond à sa maturation. IAC gère tous les avantages sociaux et cotisations de retraite annuels des employés.

Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau qui suit présente les dépenses réelles, projetées et prévues relativement à chaque responsabilité essentielle d'IAC et aux services internes pour les années pertinentes au regard de l'année de planification en cours.

Responsabilités essentielles et services internes	2018-2019 Dépenses	2019-2020 Dépenses	2020-2021 Dépenses prévues	2021-2022 Dépenses budgétaires (tel qu'il est indiqué dans le Budget principal des dépenses)	2021-2022 Dépenses prévues	2022-2023 Dépenses prévues	2023-2024 Dépenses prévues
Attraction de l'investissement direct étranger	4 884 967 \$	19 935 683 \$	27 433 245 \$	27 417 245 \$	27 417 245 \$	26 889 245 \$	27 201 245 \$
Total partiel	4 884 967 \$	19 935 683 \$	27 433 245 \$	27 417 245 \$	27 417 245 \$	26 889 245 \$	27 201 245 \$
Services internes	5 833 968 \$	6 160 767 \$	6 858 311 \$	6 854 311 \$	6 854 311 \$	6 722 311 \$	6 800 311 \$
Total	10 718 935 \$	26 096 450 \$	34 291 556 \$	34 271 556 \$	34 271 556 \$	33 611 556 \$	34 001 556 \$

Investir au Canada a été créé officiellement le 12 mars 2018. Les dépenses prévues de 2020-2021 à 2023-2024 reflètent un financement stable pour IAC.

Ressources humaines prévues

Le tableau qui suit présente les équivalents temps plein réels, projetés et prévus relativement à chaque responsabilité essentielle du cadre des résultats ministériels d'IAC et aux services internes pour les années pertinentes au regard de l'année de planification en cours.

Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes	2018-2019 Équivalents temps plein réels	2019-2020 Équivalents temps plein réels	2020-2021 Équivalents temps plein projetés	2021-2022 Équivalents temps plein prévus	2022-2023 Équivalents temps plein prévus	2023-2024 Équivalents temps plein prévus
Attraction de l'investissement direct étranger	29	49	57	57	57	57
Total partiel	40	49	57	57	57	57
Services internes	7	7	10	10	10	10
Total	36	56	67	67	67	67

Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir de l'information sur les crédits d'IAC, veuillez consulter le [Budget principal des dépenses 2021-2022](#)^{iv}.

État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu des activités d'IAC pour les exercices 2020-2021 et 2021-2022.

Les montants des résultats projetés et prévus de cet état des résultats sont préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les montants des dépenses projetées et des dépenses prévues présentés dans d'autres sections du plan ministériel sont établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Par conséquent, il est possible que les montants diffèrent.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web](#)^v d'Investir au Canada.

État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022
(en dollars)

Renseignements financiers	Résultats projetés pour 2020-2021	Résultats prévus pour 2021-2022	Écart (résultats prévus pour 2021-2022 moins résultats projetés pour 2020-2021)
Total des dépenses	38 644 000	33 651 000	(4 993 000)
Total des revenus	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	38 644 000	33 651 000	(4 993 000)

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Mary Ng, C.P., députée

Président-directeur général : Ian McKay

Portefeuille ministériel : Commerce international

Instruments habilitants : *Loi sur Investir au Canada*^{vi}

Année d'incorporation et entrée en vigueur : 2018

Autre : Investir au Canada est un établissement public supervisé par un conseil d'administration (le conseil) qui rend compte à la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international. Le conseil est composé de onze (11) administrateurs à temps partiel, y compris un président et un vice-président; le sous-ministre adjoint du ministre y est désigné d'office. À l'exception de celui de sous-ministre adjoint, tous les postes sont attribués par décret pour des mandats ne dépassant pas trois ans. Une liste complète des personnes actuellement nommées au conseil d'administration est présentée sur le [site Web](#)^{vii} d'Investir au Canada.

Le conseil d'administration supervise et gère les affaires et activités d'Investir au Canada et conseille la ministre et le président-directeur général sur les questions qui relèvent de la mission de l'organisation. Le président-directeur général est chargé de la gestion des affaires courantes d'Investir au Canada.

La loi habilitante établissant Investir au Canada fournit le cadre et les pouvoirs de l'organisation. Elle accorde aussi à Investir au Canada l'autorité sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines, à la passation de marchés, aux communications, aux voyages et à l'accueil ainsi qu'à d'autres fonctions administratives générales.

Investir au Canada travaille à l'échelle mondiale, en partenariat avec Affaires mondiales Canada et son service de délégués commerciaux, d'autres ministères fédéraux et les bureaux provinciaux et municipaux d'attraction d'investissements afin de promouvoir le Canada en tant que destination de choix pour les investissements directs étrangers.

Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

La section « Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons » est accessible sur le [site Web](#)^{viii} d'Investir au Canada.

Pour de plus amples renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du Ministère, voir la « [lettre de mandat de la ministre](#)^{ix} ».

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le [site Web^x](#) d'Investir au Canada.

Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes d'Investir au Canada qui ont été approuvés pour 2021-2022 sont les suivants.

Responsabilités essentielles : Attraction de l'investissement direct étranger		Services internes
Résultat ministériel 1 : La marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial pour attirer de l'investissement étranger	Indicateur : Score amélioré dans l'indice mondial d'attraction d'investissement direct étranger	
	Indicateur : Sensibilisation ou reconnaissance accrue par rapport à la marque Investir au Canada	
	Indicateur : Pourcentage d'augmentation dans « mon opinion du Canada en tant que chef de file mondial de l'investissement étranger »	
Résultat ministériel 2 : Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger	Indicateur : Pourcentage d'augmentation du stock d'IDE du Canada	
	Indicateur : Augmentation du stock d'IDE en provenance des principaux marchés cibles	
	Indicateur : Augmentation de l'IDE dans les secteurs clés	
Résultat ministériel 3 : Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils	Indicateur : Nombre d'investisseurs ou de décideurs qui utilisent l'outil indépendant d'analyse comparative des coûts pour prendre des décisions liées à l'IDE	
	Indicateur : Nombre de partenaires qui collaborent pour consulter, créer et modifier des jeux de données à large diffusion pour les investisseurs éventuels	

	pour accélérer leurs investissements	Indicateur : Nombre de contrats d'investissement facilités auprès des partenaires	
Répertoire des programmes	Marketing		
	Services aux investisseurs		
	Collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données		

Modifications apportées au cadre de présentation de rapports approuvé depuis l'exercice 2020-2021

Le cadre de présentation de rapports figurant dans le plan ministériel 2021-2022 n'a pas été modifié depuis 2020-2021.

Structure	2020-2021	2021-2022	Modification	Raison de la modification
Responsabilité essentielle	Attraction de l'investissement direct étranger	Attraction de l'investissement direct étranger	Aucune modification	Sans objet
Programme	Services aux investisseurs	Services aux investisseurs	Aucune modification	Sans objet
Programme	Marketing	Marketing	Aucune modification	Sans objet
Programme	Collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données	Collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données	Aucune modification	Sans objet

Renseignements à l'appui du répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au Répertoire des programmes d'Investir au Canada sont accessibles dans l'[Infobase du GC](#)^{xi}.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-après peuvent être consultés sur le [site Web](#)^{xii} d'Investir au Canada :

- ▶ [Objectifs de développement durable](#)
- ▶ [Stratégie ministérielle de développement durable](#)
- ▶ [Analyse comparative entre les sexes plus](#)

Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel d'Investir au Canada ne comprend aucune information sur les dépenses fiscales liées à ses résultats prévus pour l'exercice 2021-2022.

Les dépenses fiscales sont la responsabilité du ministre des Finances. Le ministère des Finances du Canada publie chaque année des estimations et des projections sur les dépenses fiscales pangouvernementales dans son [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{xiii}. Ce rapport présente des renseignements détaillés sur les dépenses fiscales, y compris des objectifs, des renseignements historiques et des renvois aux programmes connexes de dépenses du gouvernement fédéral, ainsi que des évaluations, des documents de recherche et une analyse comparative entre les sexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent uniquement de la responsabilité du ministre des Finances.

Coordonnées des personnes-ressources de l'organisation

Adresse postale

160, rue Elgin, 18^e étage

Ottawa (Ontario) K2P 2P7

Courriel : ServicesGeneraux@InvCanada.ca

Site Web : www.investircanada.ca^{xiv}

Annexe : Définitions

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (Gender-based Analysis Plus [GBA+])

Processus analytique employé pour aider à évaluer les incidences des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre en fonction de multiples facteurs, comme la race, l'ethnie, la religion, l'âge et les déficiences physiques ou mentales.

Cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre composé des responsabilités essentielles, des résultats ministériels et des indicateurs de résultat ministériels.

Cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

Crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

Dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

Dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

Dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants indiqués dans le budget principal des dépenses. Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

Dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement dans le cadre d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Expérimentation (experimentation)

Activités qui visent d'abord à étudier, puis à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions des politiques et des interventions afin de guider la prise de décision fondée sur des données probantes et d'améliorer les résultats pour les Canadiens, en découvrant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. L'expérimentation est liée à l'innovation (essai d'une nouveauté), mais elle diffère de celle-ci car elle suppose une comparaison rigoureuse des résultats. Par exemple, l'utilisation d'un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut constituer une innovation, alors que les tests systématiques effectués à l'égard d'un nouveau site Web par rapport aux outils de communication existants ou d'un ancien site Web en vue de déterminer lequel suscite un engagement constituent une expérimentation.

Équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure dans laquelle un employé représente une année-personne complète imputée au budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail attribuées et les heures normales de travail. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

Indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

Indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

Initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle au moins deux organismes fédéraux reçoivent du financement afin d'atteindre un résultat commun, lequel est souvent lié à une priorité gouvernementale.

Plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les

stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel (departmental plan)

Fournit des renseignements sur les plans et le rendement attendu d'un ministère au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont présentés au Parlement au printemps.

Priorité ministérielle (departmental priority)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou de ce qui doit être fait en premier pour favoriser l'atteinte des résultats ministériels souhaités.

Priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du plan ministériel 2021-2022, les priorités pangouvernementales désignent les thèmes d'importance majeure exposant le programme du gouvernement annoncé dans le discours du Trône de 2020, notamment : protéger les Canadiens de la COVID-19; aider les Canadiens durant la pandémie; rebâtir en mieux – une stratégie pour améliorer la résilience de la classe moyenne; le pays pour lequel nous menons ce combat.

Production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

Programme (program)

Services et activités – pris séparément ou en groupe – ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

Rapport sur les résultats ministériels (departmental results report)

Rapport sur les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

Rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'atteindre ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

Répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

Responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

Résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

Résultat ministériel (departmental result)

Conséquence ou résultat souhaité par le ministère. Même si les résultats ministériels échappent généralement au contrôle direct des ministères, ils devraient refléter les résultats des programmes.

Résultat stratégique (strategic outcome)

Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

Notes de fin de document

- i. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- ii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iv. Budget principal des dépenses 2021-22, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- v. Investir au Canada, <https://www.investircanada.ca/>
- vi. Loi sur Investir au Canada, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-21.5/page-1.html>
- vii. Investir au Canada, le Conseil d'administration, <https://www.investircanada.ca/le-conseil-dadministration>
- viii. Investir au Canada, <https://www.investircanada.ca/>
- ix. Lettre du mandat de la ministre, <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/01/15/lettre-de-mandat-supplementaire-de-la-ministre-de-la-petite-entreprise>
- x. Investir au Canada, <https://www.investircanada.ca/>
- xi. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- xii. Investir au Canada, Tableaux supplémentaires, <https://www.investircanada.ca/2018-2019-plan-ministeriel/tableaux-supplementaires>
- xiii. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>
- xiv. Site web Investir au Canada, <https://www.investircanada.ca/>